



SOGECO

SOCIETE D'ORGANISATION ET DE GESTION ECONOMIQUE ET COMPTABLE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (REGION DE LYON)
Audit et Conseils - Comptabilité - Fiscalité - Sociétés - Informatique

VINCENT AULAGNON
DREVET JULIEN
ROBERT BRICE
FAVARD YANNICK

EC - CAC ASSOCIES

FAMILLES RURALES ENFANCE-JEUNESSE SAINTE-SIGOLENE

Association civile régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

Siège social :

Avenue de Marinho
43600 SAINTE-SIGOLENE

Immatriculation en Sous-Préfecture d'Yssingeaux
SIRET : 779 157 064 000 22

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

SIÈGE SOCIAL : 12 rue Paul RONY - 42100 SAINT ETIENNE Cedex 2
Tél. 04 77 59 30 30 - Email : sogeco.ste@123ec.fr
S.A.S. AU CAPITAL DE 100 000 euros - R.C. SAINT ETIENNE B 724 501 945
BI REAU SECONDAIRE : 10, RUE DES ROSEAUX VERTS- ZAC DES GRANDES - 42601 MONTBRISON CEDEX
Tél. 04 77 58 36 77 - Email : sogeco.mtb@123ec.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 20 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Il appartient au Bureau d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Bureau d'évaluer la capacité de l'Association « Familles rurales enfance-jeunesse Sainte-Sigolène » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Responsabilités du Bureau et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Vérifications spécifiques

Nous avons analysé la justification des soldes des comptes composant les postes de trésorerie.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des méthodes retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité. Nous avons vérifié la correcte comptabilisation des subventions d'exploitation obtenues au regard des décisions d'attribution des organismes financeurs.



Yannick FAVARD
Commissaire aux Comptes Inscrit
Directeur Général de SOGECO

Fait à Saint-Etienne, le 10 avril 2025,

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par le Bureau de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Bureau, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 2022/2023		Exercice N-1 2021/2022		Evolution N/N-1
	Reel	Autorisations de l'Etat	Reel	Autorisations de l'Etat	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usage					
Concessions, brevets, licences, marques...					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terreins					
Constructions					
Installations techniques, Matériel et outillage	41 636		29 647		15 063
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés					
Immobilisations financières (1)					
Participations et Créances rattachées					
Prêts					
Autres	44		44		44
Total I	41 680		29 691		15 077
Stocks et en cours					
Créances (2)					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 549		3 549		4 496
Créances reçues par legs ou donations	44 852		44 852		39 989
Autres	10 112		10 112		10 112
Valeurs mobilières de placement					
Instrument de trésorerie	104 729		104 729		108 645
Disponibilités	288		288		3 916
Charges constatées d'avance (3)					3 601
Total II	163 598		163 598		163 598
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	205 280		205 280		2 784
					1,33

(1) Hors 4 ans de durée
(2) Hors 4 ans de durée



C. JONES FONTQUILLLOT

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N 2022/2023		Exercice N-1 2021/2022		Evolution N/N-1
	Reel	Autorisations de l'Etat	Reel	Autorisations de l'Etat	
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise :					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise :					
Fonds statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves :					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres					
Report à nouveau					
Report de l'exercice (3) (résultats ou perdites)					
Situation nette (hors total)					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total I	111 658		111 658		9 888
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds défects					
Total II					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	13 722		13 834		112
Total III	125 380		125 492		112
Emprunts obligataires et assimilés (titres associés)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)					
Emprunts et dettes financières diverses					
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	10 946		13 336		2 389
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales	26 308		32 806		6 497
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 639		6 089		450
Autres dettes					
Instrument de trésorerie	7 944		11 072		3 128
Produits constatés d'avance					
Total IV	50 837		63 303		12 466
Ecart de conversion passif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	176 487		176 487		2 784
					1,33

(1) Hors 4 ans de durée
(2) Hors 4 ans de durée
(3) Hors 4 ans de durée

C. JONES FONTQUILLLOT

COMpte DE RESULTAT

	Exercice N-1 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Total N-1 Exercice	%
Produits d'exploitation (1)				
Cessions				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	105 444	117 007	11 563	9,88
Parrainages				
Produits de tiers financiers				
Concours publics et subventions d'exploitation	261 440	324 360	62 920	19,40
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable				
Ressources liées à la gestion du public				
Dons municipaux				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 971	3 384	4 587	135,55
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	13	6	7	113,66
Total 1	374 858	444 756	69 500	15,75
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	85 300	114 740	28 439	24,79
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	4 262	5 096	833	16,36
Salaires et traitements	220 911	242 492	21 581	8,90
Charges sociales	61 495	65 163	3 668	5,63
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 990	8 093	1 103	13,63
Dotations aux provisions				
Report sur fonds dédiés				
Autres charges	12	5	7	140,79
Total 2	359 370	438 529	59 209	13,59
1. Résultat d'exploitation (3=1-2)	5 488	5 306	10 292	18,16

(1) Hors produits affectés à des activités annexes

(2) Hors charges affectées à des activités annexes

Cabinet PONT-CHILLLOT

COMpte DE RESULTAT

	Exercice N-1 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Total N-1 Exercice	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	715	769	54	7,01
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total 3	715	769	54	7,01
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total 4				
2. Résultat financier (5=3-4)	715	769	54	7,01
3. Résultat courant avant impôts (6=1+2+3-4)	6 203	6 075	10 346	17,76
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	14 556	378	14 180	NF
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total 5	14 556	378	14 934	21,69
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	287	970	683	70,37
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total 6	287	970	683	70,37
4. Résultat exceptionnel (7=5-6)	14 269	5 105	9 459	14,42
Participation des salariés aux résultats (VIII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	46	36	10	27,78
Total des produits (1+2+3+4+5)	240 247	452 234	69 992	14,28
Total des charges (2+4+6+7+8+9+10)	380 300	499 236	89 938	15,54
5. EXCEDESSENT (11=10-12)	59 947	52 998	11 949	21,14

Document N° 001/01/01 en Euros

Cabinet PONT-CHILLLOT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 175 612,36 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 374 868,94 Euros et dégageant un excédent de 9 839,40 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'activité principale de l'association est d'organiser et gérer les activités de loisirs, en accueil périscolaire et pendant les vacances scolaires, à destinations des enfants scolarisés en école primaire et maternelle.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la rédaction du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2024

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Révaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 405		3 965
Matériel de transport	30 124		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	5 192		
TOTAL	37 721		3 965
Prêts, autres immobilisations financières	44		
TOTAL	44		
TOTAL GENERAL	37 765		3 965

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			6 370	6 370
Matériel de transport			30 124	30 124
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			5 192	5 192
TOTAL			41 686	41 686
Prêts, autres immobilisations financières			44	44
TOTAL			44	44
TOTAL GENERAL			41 730	41 730

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 405	239		2 644
Matériel de transport	16 689	6 025		22 714
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	3 564	726		4 290
TOTAL	22 657	6 990		29 647
TOTAL GENERAL	22 657	6 990		29 647

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

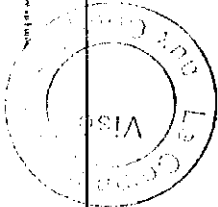
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires		Amortissements dégressifs		Amortissements exceptionnels		Amortissements dérogatoires	
							Durations	Reprises
Install techniques matériel outillage indus.		2 39						
Matériel de transport		6 02 5						
Matériel de bureau informatique mobilier		7 2 6						
TOTAL		6 990						
TOTAL GENERAL		6 990						

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	132 032				132 032
Report à nouveau	36 708-	5 888	5 888		30 819-
Excédent ou déficit de l'exercice	5 888	5 888-	9 639	0	9 839
Situation nette	101 213		9 839	0-	111 053
TOTAL 1	101 213		15 727	0	111 053

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	13 834		112		13 722
TOTAL	13 834		112		13 722
TOTAL GENERAL	13 834		112		13 722
Donc dotations et reprises d'exploitation			112		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	44		
Autres créances clients	3 549	3 549	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	344	344	
Divers état et autres collectivités publiques	519	519	
Débiteurs divers	43 589	43 589	
Charges constatées d'avance	288	288	
TOTAL	48 733	48 733	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	10 946	10 946		
Personnel et comptes rattachés	12 566	12 566		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 848	11 848		
Impôts sur les bénéfices	46	46		
Autres impôts taxes et assimilés	1 849	1 849		
Autres dettes	5 639	5 639		
Produits constatés d'avance	7 944	7 944		
TOTAL	50 838	50 838		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	42 993
Total	42 993

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 195
Dettes fiscales et sociales	1 6 951
Autres dettes	5 639
Total	25 785

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	2 88
Total	2 88
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	7 944
Total	7 944

Subventions d'équipement

NEANT

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Les principaux cadres dirigeants s'entendent du Président, du Trésorier, du Secrétaire de l'Association. Ces personnes exercent toutes bénévolement leur fonction. Il ne leur est pas attribué de rémunération.

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent à la mise à disposition des locaux par la Communauté de Commune. Il a été comptabilisé les éléments supplémentifs suivants :
- Valorisation des loyers : 34 335 euros
- Valorisation des autres contributions en nature : 39 316 euros

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	moins d'un an	Engagement à	Montant
65 ans	1 à 5 ans		
60 à 64 ans	6 à 10 ans		
55 à 59 ans	11 à 20 ans		
45 à 54 ans	21 à 30 ans		
35 à 44 ans	plus de 30 ans		
moins de 35 ans			
Engagement total			13 722

Hypothèses de calculs retenues

Les hypothèses de calcul retenues sont :
- Taux de progression des salaires : 3,50%
- Taux de charges patronales : 30%
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Age de départ à la retraite : 65 ans

Une reprise aux provisions de 112 euros a été enregistrée sur l'exercice. Au 31/12/2024, la provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 13722 euros.

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous estimons nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Saint-Etienne, le 10 avril 2025,

Yannick FAVARD
Commissaire aux Comptes inscrit
Directeur Général de SOGECO